



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Algérie

Question au Gouvernement n° 617

Texte de la question

RELATIONS ENTRE LA FRANCE ET L'ALGÉRIE

M. le président. La parole est à M. Alain Tourret, pour le groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.

M. Alain Tourret. Permettez-moi tout d'abord, en tant que député du Calvados, d'adresser un message de sympathie à tous les Normands, qui connaissent une situation très difficile du fait des intempéries.

(Exclamations sur plusieurs bancs du groupe UMP.)

Ma question s'adresse à M. le ministre des affaires étrangères. La grande commission interparlementaire France-Algérie vient de se réunir les 10 et 11 mars 2012 à Alger, sous la présidence conjointe du président Bartolone et du président de l'Assemblée populaire nationale algérienne, en présence d'une délégation de députés emmenée par Patrick Mennucci.

L'Algérie est sortie meurtrie de dix années de terrorisme, qui ont coûté la vie à 200 000 des siens entre 1990 et 2000. Toute une élite intellectuelle a été exterminée. Aujourd'hui, l'Algérie veut s'engager résolument dans une politique nouvelle. Elle veut le faire - c'est une nouveauté - en s'appuyant sur des liens de confiance avec la France, un demi-siècle après l'indépendance et après cinquante ans d'incompréhension.

L'Algérie vient donc de permettre le survol de son territoire afin de faciliter l'intervention militaire au Mali. La visite d'État du président Hollande a profondément marqué les esprits. *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

Je voudrais savoir comment le Gouvernement compte agir, dans les mois qui viennent, dans les trois secteurs suivants.

Premièrement, le nombre des visas. Même s'il a progressé, il reste en deçà des attentes du monde de la jeunesse, du monde économique et du monde culturel.

Deuxièmement, sur le plan économique, il faut souligner la présence de Renault, de la RATP et d'Alstom - notamment. Mais nous sommes cruellement absents dans l'attribution des grands marchés. Que compte faire le Gouvernement pour inciter les grandes entreprises françaises à investir en Algérie, mais aussi pour permettre aux entreprises algériennes d'investir en France ?

Un député du groupe UMP. Rien !

M. Alain Tourret. Troisièmement, sur le plan militaire, le Gouvernement pense-t-il que l'Algérie pourra contribuer par des interventions plus directes à stabiliser la situation du Sahel sous le contrôle du Conseil de sécurité ?

Monsieur le ministre, nous espérons de tout coeur que l'Algérie et la France pourront devenir demain les éléments essentiels d'une nouvelle politique méditerranéenne. *(Applaudissements sur les bancs du groupe RRDP.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères.

M. Laurent Fabius, *ministre des affaires étrangères*. Monsieur le député, vous avez fort bien défini l'esprit dans lequel la France et l'Algérie entendent travailler ensemble. La première visite d'État du président François Hollande a été pour l'Algérie. Il y a quelques jours s'est tenue la réunion de la commission interparlementaire, qui s'est déroulée de façon excellente. C'est tout à fait l'esprit dans lequel nous entendons continuer à agir. Vous avez soulevé trois questions. En ce qui concerne d'abord les visas, des groupes de travail se réunissent pour essayer d'avancer. D'importantes communautés algériennes demandent à venir en France. *(Exclamations sur plusieurs bancs du groupe UMP.)* Symétriquement, les Français veulent venir plus nombreux en Algérie.

Nous sommes en train de travailler à ces questions et j'ai bon espoir.

En ce qui concerne ensuite la question économique, Renault, comme vous le souligniez, a signé une importante implantation avec l'Algérie. D'autres entreprises sont dans une perspective similaire. J'ai confié à Jean-Pierre Raffarin, tout en renouvelant le mandat qui lui avait été donné, une mission visant à développer les relations entre l'Algérie et la France.

Enfin, sur le troisième point, à savoir l'attitude qu'entendent adopter les autorités algériennes sur le plan militaire, c'est à elles, bien sûr, qu'il revient de la définir. Je veux souligner, même si vous le savez tous, à quel point, dans le conflit du Mali, les Algériens ont adopté un comportement exemplaire. Ils ont eux-mêmes été frappés très durement par le terrorisme pendant des années et des années. Ils savent donc ce que cela représente. En fermant leur frontière comme ils l'ont fait et en prenant toute une série d'autres dispositions, ils aident vraiment à ce que la victoire contre les groupes terroristes soit remportée au Mali.

Bref, les relations entre l'Algérie et la France sont excellentes et confiantes et nous avons bien l'intention de continuer à travailler dans cet esprit de vérité et de fraternité, qui était, je crois, recherché depuis bon nombre d'années. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur de nombreux bancs des groupes écologiste, RRDP et GDR.)*

Données clés

Auteur : [M. Alain Tourret](#)

Circonscription : Calvados (6^e circonscription) - Radical, républicain, démocrate et progressiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 617

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères

Ministère attributaire : Affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [13 mars 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [13 mars 2013](#)